

Pour faire la révolution il faut un Parti révolutionnaire

Le processus d'édification de notre Parti, depuis qu'il tente de développer une pratique révolutionnaire consciente, a été constamment marqué par deux traits fondamentaux :

— d'une part, cette édification s'est toujours rapportée, à travers un ensemble de relations au développement des luttes de classes au plan national et international. Cette caractéristique donne au Parti un ensemble de particularités idéologiques, politiques et organisationnelles qui concourent à définir sa spécificité.

— d'autre part, cette édification s'est constamment développée dans le cadre de la lutte entre deux voies, deux lignes, deux classes, menée dans ses rangs, lutte qui s'est concrétisée par de nombreux mouvements de rectification, à travers lesquels s'est précisée la définition du Parti communiste de type nouveau.

Les deux années qui se sont écoulées, depuis la tenue du II^e Congrès du Parti, ont été marquées à l'échelle du monde et à l'intérieur de notre pays par d'importants

événements politiques, événements que nous avons évoqués tout au long de ce rapport. Les diverses modifications intervenues dans la situation politique ont influencé le développement du Parti, elles ont aussi servi de révélateur pour mettre à nu ses faiblesses propres, ses limites, ou au contraire vérifier l'importance de ses acquis. Elles ont nourri les luttes entre deux voies dans ses rangs.

Ces deux années ont été des années difficiles, des années de mise à l'épreuve, elles ont vu s'accumuler un ensemble considérable de faits, négatifs en apparence, qui ont pu déconcerter les plus faibles, faire vaciller la confiance dans l'avenir de la révolution, organiser le doute, inciter à la capitulation. Jamais, dans notre courte histoire, nous n'avions dû faire face à une telle pression, insidieuse et multiforme, jamais nous n'avions rencontré autant d'obstacles sur notre chemin.

Durant ces deux années, beaucoup de facteurs ont concouru, au moment même où persistait la crise de l'impérialisme français, à rendre plus sinueux encore le chemin de la révolution.

Contre le courant de scepticisme, de démobilisation, notre Parti a d'abord dû résister. Pour récapituler les faits les plus importants, il suffit d'indiquer :

— La mort de Mao Tsé-toung, qu'a suivie l'élimination de la bande des Quatre en Chine. Aucun effort n'a été ménagé par la bourgeoisie pour assimiler la victoire remportée par le Parti communiste chinois sur la ligne ultra-gauchiste, c'est-à-dire dans les conditions de l'édification socialiste, de droite dans les faits, développée par les Quatre, à la négation pure et simple de la Révolution Culturelle, et au rétablissement immédiat du capitalisme. Une vision schématique, abstraite, simpliste du processus d'édification socialiste a constitué un terrain favorable à cette propagande de la bourgeoisie. Un tel terrain existe depuis longtemps dans les rangs révolutionnaires, tant il est vrai que la Révolution Culturelle a fait l'objet, particulièrement dans notre pays, d'une interprétation libertaire, anarchiste, créatrice d'un enthousiasme factice dans certaines couches de la petite bourgeoisie, inévitablement suivie d'un découragement hargneux.

A la masse, déjà passablement décantée, de ceux qui avaient assimilé la formation des comités révolutionnaires à la liquidation du Parti, la lutte contre la théorie des forces productives à la désorganisation de la production, l'œuvre théorique de Mao Tsé-toung aux citations sélectionnées par Lin Piao, l'élimination de la bande des Quatre a porté le coup de grâce.

Il ne s'agissait plus en vérité que de la frange la plus sophistiquée de ces compagnons de route dans la défense du socialisme, tant les rangs étaient déjà clairsemés, souvenons-nous-en, au moment même de la mort de Mao Tsé-toung.

Cependant, l'inévitable désaffection de ces gens, s'ajoutant au martèlement de la presse a suscité de nombreuses interrogations, y compris dans les rangs des communistes. Il y a à cela plus d'explications à donner que le simple écho de la propagande bourgeoise, sous ses formes diverses.

En premier lieu, c'est le caractère encore trop limité de l'étude et de l'éducation sur l'édification socialiste, au sein même du Parti qui est à mettre en cause. D'insuffisants efforts avaient été accomplis dans ce domaine, et bien que la réflexion sur le socialisme ait connu à travers des stages, dans l'élaboration et la discussion du *Manifeste*, dans une étude plus systématique de la contribution chinoise à l'édification socialiste, dans la presse et la propagande, un certain développement depuis 1976, il faut bien reconnaître que cet effort est encore à poursuivre largement, et notamment, qu'une avancée significative dans l'étude du processus de restauration du capitalisme en URSS est à réaliser pour l'essentiel.

Ensuite, par la force des choses, du fait même que le secteur de la presse et de l'édition était étroitement contrôlé par les Quatre, notre connaissance indirecte de la réalité chinoise s'est faite à travers les publications qu'ils influençaient. Aussi, avons-nous, nous mêmes, malgré de réels efforts pour nous forger, avec des moyens excessivement limités, un point de vue propre sur la réalité chinoise, reproduit certaines conceptions diffusées par les Quatre. Ainsi par exemple, des événements d'avril 1976, survenus à Pékin, place Tien An Men.

Mais la position adoptée, dès son VII^e Congrès par le Parti du Travail d'Albanie et se précisant davantage

au fil des mois a fortement concouru à ébranler la confiance d'un certain nombre de militants, position en tous points hostile à la direction du PCC, s'accompagnant d'un soutien de plus en plus explicite à la bande des Quatre.

Il y a donc eu la polémique déclenchée par le PTA contre le PCC, puis la rupture des relations entre partis et de nouvelles divisions parmi les partis se réclamant du marxisme-léninisme, d'inégales tentatives de scission. Bien que ce dernier phénomène ait relativement très peu touché les forces marxistes-léninistes dans notre pays, les positions du PTA ont amené le départ de quelques militants, éloigné de nous certains amis, et, c'est plus grave, freiné l'essor du mouvement marxiste-léniniste, fait naître de nouvelles interrogations, semé le doute et la confusion.

A cet égard, les attaques systématiques du PTA contre la thèse marxiste-léniniste des 3 mondes ont rendu plus difficile la compréhension de la situation internationale, ont renforcé le point de vue trotskyste, fait d'apparent purisme dans la phrase et de réelle compromission avec la stratégie internationale du révisionnisme.

Il y a eu aussi le développement des conflits locaux en Asie, l'agression vietnamienne contre le Cambodge, l'hostilité ouverte du Vietnam contre la Chine, son intégration au COMECON et le renforcement de ses liens avec l'URSS. Pour toute une génération de militants, venus à la pratique révolutionnaire par la lutte anti-impérialiste, les Comités Vietnam, puis les Comités Indochine-Paléstinienne, pour ceux qui sont entrés dans la lutte dans la dénonciation des crimes de l'impérialisme et plus encore dans la découverte de l'irrésistible force des masses populaires engagées dans la révolution, cette évolution de la situation dans le Sud Est asiatique a été un véritable déchirement.

Si on y ajoute les incessantes tentatives de liquidation de la résistance palestinienne, l'écrasement de la révolution au Dhofar, les profondes divisions du monde arabe, une certaine stagnation apparente, voire des reculs momentanés du mouvement des pays du Tiers Monde, une vision, certes superficielle, mais nourrie de toute une accumulation de faits, peut se faire jour : la roue de l'histoire ne s'est-elle pas soudain mise à tourner à l'envers ?

Une telle représentation de la situation d'ensemble est évidemment fautive, car elle est démentie par un examen sérieux des transformations historiques qui se font jour, car elle escamote toute la dynamique de la révolution qui trace son chemin à travers les incohérences apparentes et les confusions du présent, mais on ne peut nier son efficacité subjective, sa capacité à désarmer, à démobiliser.

Pour la combattre, pour bien saisir et faire comprendre comment, à partir de l'évolution précédente, à partir des succès remportés par les luttes des peuples, un nouveau cours des luttes révolutionnaires s'est fait jour, il est nécessaire de s'emparer de la théorie, qui rend précisément compte de ces transformations et envisage leur développement : la théorie des 3 mondes ; il est nécessaire de pleinement resituer dans notre système d'explication, dans notre propagande, et en premier lieu dans notre ligne, les développements des contradictions fondamentales du monde contemporain.

Or, de ce point de vue, nous avons progressé sensiblement, sous l'impulsion des faits. Une étude assez sérieuse de la situation mondiale s'est développée à l'automne 1977 dans notre Parti, nous avons pu unifier assez solidement le Parti sur la théorie des 3 mondes et nous avons poursuivi ce travail dans la préparation du III^e Congrès, mais les choses ne sont pas encore assez avancées. Ainsi nous n'avons pas encore développé assez largement le travail de propagande sur la situation internationale, nous n'avons pas fait preuve d'assez de sens offensif pour combattre les conceptions erronées et les points de vue périmés, les conceptions révisionnistes, trotskystes ou albanaises et les points de vue datant de la période où l'impérialisme américain était l'ennemi N^o1 des peuples du monde, où la notion de progressisme était étroitement confondue avec celle d'opposition à l'impérialisme US, où le rapport à l'Union soviétique n'intervenait encore qu'au plan idéologique, mais non dans le jeu réel des forces impérialistes à l'échelle mondiale.

Il a résulté de cela, que nous avons été, et que nous sommes encore, parfois, sur la défensive, que nous ne tirons pas toujours toutes les implications de l'évolution de la situation mondiale, et

que de ce fait, il nous arrive d'être embarrassés, il arrive que nous subissions la pression, très forte autour de nous, parmi les éléments progressistes, au sens cette fois de la lutte des classes en France même, des conceptions erronées et des points de vue périmés. (...)

Il est assez normal que, dans ces conditions, confrontés à deux types de logique : celle de notre environnement, des éléments des masses qui nous entourent, marquée par un retard de la conscience sur la vie, une sous-estimation du rôle du social-impérialisme soviétique, une définition sur de nombreux points périmée des forces et des enjeux révolutionnaires à l'échelle du monde et celle qui résulte d'une prise en compte effective des transformations intervenues dans la situation mondiale, d'une appréciation correcte des facteurs révolutionnaires, il est assez normal donc, que nous ayons connu momentanément quelques difficultés. Nous n'en avons d'ailleurs pas fini avec cette situation, mais il est nécessaire que nous nous engagions à présent, de manière systématique et résolue dans l'offensive, pour, progressivement, changer le rapport des forces, dans la conscience des éléments des masses que nous pouvons influencer, à propos de l'appréciation de la situation internationale. Si nous n'agissions pas d'ailleurs ainsi, nous contribuerions à notre propre isolement politique. Il ne s'agit pas de sous-estimer ce danger.

■ .

Interpellé par le nouveau cours de la situation mondiale, confronté à une accumulation sans précédent d'événements et de faits, d'où semble superficiellement se dégager une remise en cause brutale de la perspective révolutionnaire, notre Parti a été souvent soumis à la forte pression y compris des éléments progressistes des masses qui réagissent encore selon des schémas justes il y a quelques années encore, mais aujourd'hui en bonne part périmés, notre Parti a dû faire face également à l'intérieur même du pays, à une situation complexe dans les rapports de classes, tels qu'ils se sont établis dans la première phase de la crise politique. Dans ces trois dernières années - 1975-1978 - on a assisté à un état de fait contradictoire : d'une part les effets de la

crise se sont manifestés au grand jour. Les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière et des masses populaires ont été considérablement aggravées, le chômage s'est étendu dans des proportions importantes, les forces de la bourgeoisie ont accentué leur division, les bases même d'un développement pacifique du capitalisme ont été ébranlées et la bourgeoisie se trouve privée de tout projet apte à cimenter, tant bien que mal la co-existence des classes sociales antagonistes.

Mais dans le même temps, il n'y a pas eu de résistance significative de la classe ouvrière et des masses populaires à la remise en cause de leurs intérêts fondamentaux, pas plus que de large offensive de leur part pour porter des coups à une bourgeoisie affaiblie et divisée.

Il y a nous le savons, trois raisons à cela :

— D'abord, cette période a été dominée par les échéances électorales, qui prenaient dans le contexte de la crise une signification particulière. Il y a bien eu interaction entre d'une part une entente conjoncturelle entre partis de gauche, fondée sur la réunion provisoire de projets très différents, et l'attente d'une large partie des masses d'un déblocage politique permettant à la fois d'obtenir des satisfactions immédiates promises par le Programme commun et de meilleures conditions pour engager la lutte dans les entreprises. Longtemps a pu se maintenir une logique de type Front Populaire, l'espoir de voir modifié le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière par le biais d'un changement de gouvernement. Logique un peu rabougrie, par le fait que les partis prétendant représenter ces changements politiques ont provisoirement affiché leurs divisions, par le fait aussi que, sans être largement et clairement perçues, la nature du PCF comme la portée de son projet capitaliste d'État, éveillent dans une frange des masses de légitimes inquiétudes. Mais la logique consistant à ne rien faire qui puisse d'une manière ou d'une autre contrarier la victoire de la gauche a prévalu, on le sait, non bien sûr sans qu'y veillent constamment les partis bourgeois intéressés.

— Mais si les arguments des partis de gauche ont été à ce point entendus, ce n'est pas seulement

parce que leur audience politique est importante encore auprès des travailleurs, c'est aussi du fait des divisions nouvelles introduites par la crise à l'intérieur même de la classe ouvrière, divisions que nous avons indiquées plus haut, entre les secteurs menacés de l'économie et ceux qui ne le sont pas immédiatement, entre les chômeurs et les actifs, entre chômeurs même, entre travailleurs disposant de garanties d'emploi et les autres... les divisions se sont à la fois ajoutées et combinées avec celles produites par les partis bourgeois de gauche dans la classe ouvrière. En effet, c'est bien parce qu'il était particulièrement difficile d'entrer en lutte ou de remporter quelques victoires isolées, si minimes soient-elles, que la logique consistant à attendre un changement de gouvernement a été aussi forte. Dans les faits, pendant un certain temps, la crise a directement favorisé la perspective du Programme commun en aggravant les divisions de la classe ouvrière. Comme l'indique l'autocritique de notre Comité Central, ces divisions de la classe ouvrière n'ont pas été véritablement prises en compte par le Parti. Il s'agit d'ailleurs aujourd'hui de les analyser soigneusement, de déterminer leur portée et de mettre en œuvre les efforts nécessaires pour combattre leurs effets très négatifs, comme nous avons pu le faire à divers moments à propos de la division entre travailleurs français et immigrés, division qui persiste encore aujourd'hui.

— La troisième raison nous concerne plus directement. Elle consiste dans la portée, durant cette période, de la politique de notre Parti, dans sa capacité à transformer, de manière significative, la réalité à l'échelle du pays, et si l'on veut élargir quelque peu le problème, de la capacité des forces authentiquement révolutionnaires à y parvenir. Or, de ce point de vue, force est de constater que, malgré nos efforts, nous n'avons pas pu peser de manière significative sur la transformation de la situation. Alors même que dans la période précédant la crise, nous avions pu, dans un nombre assez important de situations locales (luttés d'entreprises, Liévin, circulaire Fontanet) concrétiser la voie révolutionnaire, nous nous sommes heurtés ensuite à de graves obstacles pour, d'une manière générale, et hors quelques importantes exceptions,

pouvoir modifier tant soit peu le rapport de forces à l'échelle nationale. Le caractère limité de nos forces, la dérobade à peu près systématique après l'automne 1976 des alliés qui pouvaient être associés à la voie de la lutte, leur entrée dans le champ d'attraction de l'Union de la gauche en fournissent la principale explication. Mais il nous faut aussi nous interroger sur les effets secondaires négatifs provoqués par le caractère unilatéral de certaines de nos propositions comme sur certains aspects de la conduite de notre tactique dans le cours de cette crise. Nous rappellerons sur ce point l'autocritique produite par le Comité central.

Autocritique du Comité central

Le Comité central du Parti, réexaminant en vue du III^e Congrès les textes, mesures, directives, positions adoptés depuis le Congrès précédent estime que dans l'analyse de la crise politique, dont il ne remet nullement en cause les acquis fondamentaux, un certain nombre d'erreurs ont été commises, dont la caractéristique commune se ramène à un point : la surestimation du développement des facteurs révolutionnaires, du développement de la contradiction bourgeoisie-prolétariat.

Une telle surestimation se marque par des appréciations contenues dans notre programme de 1976 telles que, par exemple : «La question du pouvoir est posée dans les masses» ; «Les ouvriers posent l'exigence d'un nouveau pouvoir de la classe ouvrière».

Cette surestimation des facteurs révolutionnaires manifeste deux erreurs :

— d'une part elle amplifie les conséquences dans la conscience du prolétariat des transformations introduites par la crise dans la société française, d'autre part elle amplifie le développement de la crise, qui s'est révélé beaucoup plus lent et progressif que le Parti ne l'envisageait.

— Par ailleurs, elle ne tient pas suffisamment compte des divisions nouvelles introduites par la crise au sein du prolétariat et dans les masses : entre les chômeurs et les actifs ; les ouvriers de secteurs industriels menacés par la restructuration et les autres..., divisions qui s'ajoutent aux divisions politi-

ques introduites par les révisionnistes et les réformistes et à celles résultant de l'organisation capitaliste du travail, à la division entre Français-Immigrés...

Elle a pour conséquence un décalage entre les propositions du Parti et la conscience des masses, de grandes difficultés dans l'organisation d'une frange d'entre elles et dans le développement du Parti.

Elle aboutit paradoxalement à prêter une attention insuffisante aux progrès réels qui s'effectuent dans la prise de conscience d'une partie des travailleurs.

Il faut cependant indiquer que dès l'automne 1976, les campagnes, interventions et directives du Parti ne sont pas, pour l'essentiel, marquées au même point par une appréciation de la situation sur la base de la surestimation du développement des aspects révolutionnaires, la mobilisation pour le 7 octobre constitue à cet égard une transition, après laquelle le thème du mouvement d'ensemble n'apparaîtra plus dans la propagande du Parti. Ce thème est très représentatif de l'appréciation unilatérale de la situation, de la confusion entre l'objectivement nécessaire et le possible, étant donné le niveau de conscience de la masse des travailleurs. Comme il a été déjà indiqué, malgré l'ambiguïté du mot d'ordre «Tout est possible», l'analyse de la journée du 7 octobre comme tournant dans l'évolution des luttes a été saisie par le Parti. Mais, le fait même que ne soit pas amplement discuté et clarifié au plan du Parti le degré de développement de la crise politique a perpétué la confusion sur les perspectives tactiques et fait naître certaines hésitations dans ses rangs.

En produisant cette autocritique, le Comité central a tenté de cerner les causes de ses erreurs. Voilà, selon lui, les principales :

— Nous nous sommes fondés sur le point de vue des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière sans rapporter correctement leur point de vue à celui de la masse : chefs ouvriers, syndicalistes oppositionnels, entreprises en lutte pour l'emploi. Nous n'avons pas su lier la partie avancée au tout, dans l'analyse du point de vue de la classe ouvrière ; nous avons sous-estimé les hésitations et les divisions de la classe ouvrière, l'emprise idéologique du révisionnisme.

— Le trop faible développement, encore, de nos cellules d'entreprises et du travail de masse en

direction de la classe ouvrière ; les limites dans la centralisation des idées des masses, notre avancée trop limitée dans la voie du Parti de Type Nouveau.

Sur une base fondamentalement juste, la définition de la situation en terme de crise politique, des erreurs volontaristes et subjectivistes se sont fait jour. Les causes avancées n'effacent pas cette réalité : l'analyse concrète de la situation concrète par le Comité central a été marquée sur ce point par le gauchisme. En appelant l'ensemble du Parti à mettre à nu, pour les corriger, ces erreurs, le Comité central entend renforcer l'unité du Parti, à l'occasion de son III^e Congrès, sur la base d'une ligne politique scientifique, débarrassée de ces défauts. Il est bien clair que la remise en cause des dérapages et des erreurs d'appréciation dans le cadre de l'analyse de la crise politique ne peut entraîner du même coup l'abandon de cet apport essentiel à la définition de la société française, sans lequel ni la place de la France dans le monde ni la lente mais réelle évolution des rapports de classes dans le pays ne peuvent être correctement envisagées. A ceux qui limitent l'analyse de la crise apparue en 1974 à la notion de crise économique, ou à ceux qui ne font qu'évoquer la crise générale de l'impérialisme apparue au début du siècle, la crise apporte plus de démentis qu'à nous mêmes, car ils n'ont pas su saisir le nouveau.

Notre Parti, en se l'appropriant a commis des erreurs ; mais il a saisi l'essentiel. C'est sur cette base d'ailleurs qu'il peut rectifier.

Pour le Comité Central,
Le Secrétariat politique

Le 20/10/78

La combinaison des 3 facteurs que nous venons d'indiquer a produit cette situation caractéristique de la première phase de la crise, au cours de laquelle la voie de la lutte de classes, de l'opposition ouvrière et populaire à la politique de la bourgeoisie a été masquée, dispersée, dévoyée et dans une large mesure dominée par les affrontements bruyants des forces bourgeoises : l'essor d'un courant révolutionnaire au sein même de la classe ouvrière s'en est trouvé ralenti. Une approche superficielle de cette réalité amène certains à conclure rapidement à une régression importante de la frange ré-

volutionnaire du prolétariat, à une intégration de cette frange par les partis révisionnistes et réformistes ou même à remettre en cause le caractère authentiquement révolutionnaire de la frange la plus avancée de travailleurs apparue dans les luttes des années précédant la crise (Lip, Peugeot, Saviem, Moulinex...). Ce n'est évidemment pas juste, parce que les faits sont les faits et que nous n'avons pas inventé les actes concrets par lesquels ces travailleurs, dans l'animation de leur lutte, ont remis en cause l'hégémonie révisionniste, pas plus que les questions qu'ils ont, ce faisant, posées, les débats qu'ils ont menés entre eux, et aussi avec nous, sur le socialisme et la révolution, ce que nous avons alors désigné sous le terme d'aspirations révolutionnaires. Nous n'avons bien sûr à aucun moment confondu le fait qu'un courant révolutionnaire se manifeste chez ces travailleurs avec une adhésion effective au marxisme-léninisme, mais il appartient au positif de notre Parti que d'avoir justement su distinguer ce courant révolutionnaire dans les masses, et dans une certaine mesure, se lier à lui.

Que la multiplication des obstacles à la lutte ait empêché, durant la première phase de la crise, ce courant de se manifester au grand jour ne doit pas faire conclure à sa disparition ; pendant même les moments les plus intenses de pression réformiste-révissionniste sur les travailleurs, dans la période pré-électorale, il s'est fait entendre dans les manifestations et a marqué, par exemple la journée du 7 octobre, il est présent dans les luttes dont le cours a commencé à reprendre après les élections, nous le rencontrons, dispersé cette fois, dans le travail de propagande du Parti. Non, à l'évidence, rien ne prouve, bien au contraire, que ce courant ait disparu ; cependant, à la différence de la période précédente, il n'a pas connu de puissante manifestation, il ne s'est pas mesuré, dans des enjeux concrets, au courant dominant réformiste-révissionniste, il n'a pas trouvé d'expression positive, il n'a pas été à l'initiative.

De ce fait, notre Parti n'a pas connu la même dynamique de développement dans cette première phase de la crise que dans la période précédente. Malgré des efforts répétés, ses rangs se sont peu élargis, et les résultats obtenus au plan électoral, dans, il faut le re-

connaître, d'assez mauvaises conditions de présentation, de campagne et de propagande, ont été très modestes. Au-delà des justes raisons que nous avons pu analyser au lendemain même des élections, il s'agit bien également de la démonstration qu'en dépit de ses tentatives, le Parti n'a pu organiser et développer une liaison solide avec la frange la plus avancée des masses, alors même que celle-ci subissait un ensemble de pressions qui la contraignaient momentanément à battre en retraite.

A un stade donné d'accumulation de ses forces, le Parti avait construit la dynamique de son développement sur une liaison étroite avec les mouvements les plus avancés de la classe ouvrière et des masses.

La mise en sommeil de la plupart de ces mouvements a remis en question cette dynamique. (...)

Il s'agit bien sûr d'en tirer toutes les implications.

Ainsi, nous sommes-nous trouvés, durant ces dernières années, impliqués dans une situation difficile et contradictoire. Au nouveau cours de l'évolution des contradictions à l'échelle du monde est venue s'ajouter une situation intérieure complexe. Alors même que les schémas antérieurs rendant compte de la situation mondiale ont du être, en grande partie, réajustés et que la conscience des bouleversements intervenus ne s'est pas encore frayé un large chemin dans les masses, alors même qu'une série d'événements négatifs ponctue cet état de choses, l'ouverture de la crise politique en France a correspondu, en France, à une première phase au cours de laquelle l'initiative du courant révolutionnaire s'est trouvée freinée par les divisions objectives et politiques de la classe ouvrière.

Au plan mondial, comme au plan intérieur, tout s'est passé comme si les vicissitudes et les difficultés du présent dissimulaient les tendances profondes apparues, remettaient en cause la réalité des transformations qui se font jour. En vérité, c'est à un réel décalage entre la conscience des transformations de la situation en faveur de la révolution, et ces transformations elles-mêmes (la division du monde en 3, l'ouverture de la crise politique) que l'on a assisté.

Dans ce décalage, s'est manifestée une sorte de crise de la subjectivité révolutionnaire, faite d'incertitudes, de doutes, d'incompré-

hensions, de désertions parfois et de manque d'initiative sur le terrain. (...)

C'est dans ce contexte, et dans la confrontation avec ces difficultés que l'on peut apprécier le comportement de notre Parti. Or, pour l'essentiel, celui-ci a résisté, il a su aller à contre-courant et, dans l'adversité, consolider politiquement ses rangs. En ce sens et malgré le caractère limité de son développement, il a remporté une très significative victoire, il ne s'est pas laissé aller au tourbillon des apparences trompeuses et des faits partiels, il a su, malgré certaines appréciations unilatérales, dégager dans le présent les lignes-force stratégiques et maintenir ferme la voie de la révolution. Il ne l'a pas fait dans l'ignorance des hésitations des masses, dans un repli sectaire sur lui-même, mais en tentant constamment de répondre à leurs questions, en soulignant, dans la confusion apparente du moment, les aspects positifs déterminants pour l'avenir. Il a entrepris tout ce qui lui était possible d'entreprendre, pour l'essentiel, afin de transformer positivement la conscience des éléments avancés des masses et d'agir sur la situation.

Qu'il y soit parvenu dans une trop faible mesure n'ôte rien à la justesse de ses efforts, mais pose la véritable question : comment développer, renforcer, unifier davantage encore le Parti. (...)

Le travail de masse et la politique de front

Mais nous devons également re-définir dans le même temps l'orientation de notre travail de masse, notre politique de front.

Nous voudrions particulièrement souligner ici deux points :

— la lutte contre les divisions de la classe ouvrière et pour la réalisation de son unité

— la lutte contre l'hégémonie révisionniste et la construction progressive d'une nouvelle hégémonie.

Alors que nous appelions la classe ouvrière à riposter massivement à la politique de la bourgeoisie dans la crise, tendant à faire supporter tout le poids de cette crise à la classe ouvrière, alors que nous décrivions les conditions d'un succès de la riposte ouvrière à cette politique, par la généralisation des

luttres, un lent et efficace travail de division de la classe ouvrière sur la base des effets objectifs de la crise économique se faisait jour. Aujourd'hui ces divisions se sont aggravées. Elles constituent une entrave sérieuse au développement des luttres, mais avant tout elles sapent la perspective d'une riposte de classe, la vision cohérente d'un rapport de forces face à la bourgeoisie. En ce sens, elles viennent redoubler les divisions politiques introduites par les révisionnistes et réformistes au sein de la classe ouvrière, dont l'impact a toutefois été affaibli par leur échec électoral et leurs propres contradictions internes.

Aussi, il est de la première importance, pour aider à reconstruire le rapport de forces face à la bourgeoisie, d'œuvrer à limiter ces divisions, de tout faire pour contribuer à reconstruire l'unité de la classe ouvrière. Il s'agira de définir avec précision les moyens que le Parti va se donner pour engager dans la mesure de ses forces, cette politique. Mais d'ores et déjà, il est clair que cette perspective passe par un ensemble complexe d'initiatives, tant sont divers les facteurs de division.

Notre effort devra porter sur les moyens de sortir un certain nombre de luttres de leur isolement, du pourrissement qui se produit lorsqu'une entreprise, généralement vouée à disparaître est occupée depuis un certain temps, sans qu'apparemment ce fait pèse sur le rapport de forces. La seule réponse à cette situation ne peut pas être les coordinations, qui certes peuvent jouer un rôle utile, mais insuffisant. Comment s'installer dans une lutte longue, sans voir s'émietter la mobilisation, comment au contraire accumuler les points d'appui pour peser de plus en plus et à terme l'emporter ? A la lumière des aspects positifs et négatifs de l'expérience des entreprises occupées pour l'emploi, nous devons, avec les travailleurs impliqués dans ces luttres, chercher des solutions, de manière à remporter une série de petites victoires, aptes à redonner confiance.

Nous devons reprendre la lutte difficile, tortueuse, contre le chômage. C'est sans doute la plus difficile des luttres et cela nous devons le savoir. L'isolement des chômeurs, la diversité de leurs modes de survie, le caractère limité

des succès obtenus souvent après une bataille harassante constituent de réels obstacles, mais en développant dans les multiples directions l'initiative, en procédant par harcèlement, en occupant le plus de terrain possible, nous pouvons dans une certaine mesure faire reculer le point de vue selon lequel il n'est pas possible de lutter contre le chômage.

— Nous devons, par un soutien accru aux luttres des travailleurs immigrés, comme par exemple celle des résidents des foyers, aider à ce que soit brisé leur isolement. Notre responsabilité est impliquée dans le fait que ces mouvements soient mieux connus et reçoivent un soutien plus important de la part des travailleurs français. Nous devons combattre systématiquement le racisme y compris sous sa forme la plus logique en fausse apparence, celle qui se porte dans l'équation entre le nombre de chômeurs et le nombre de travailleurs immigrés et qui préconise leur départ comme solution au chômage.

— Mais dans le même temps, nous soutiendrons et populariserons largement les luttres pour le salaire et les conditions de travail qui malgré la pression des menaces sur l'emploi, peuvent obtenir des succès et en ont déjà obtenu.

Nous nous efforcerons de lier entre elles ces différentes formes de lutte, pour briser le particularisme, lié aux multiples formes de division, nous tenterons de dégager leurs bases communes.

L'ensemble de ces batailles aura plus de poids qu'une simple incitation idéologique à la lutte, ou qu'un appel à un mouvement d'ensemble, qui paraît difficile à se dessiner, tant qu'au moins pour partie, les divisions de la classe ouvrière n'auront pas été surmontées.

Mais dans le même temps, tout en combattant la ligne et la politique révisionniste du PCF, nous devons sans sectarisme, bien plus que nous ne l'avons déjà fait, nous tourner vers les militants du parti révisionniste, engager systématiquement avec eux des débats de principe, la discussion sur la ligne, leur montrer l'impasse dans laquelle le fourvoye la direction de leur parti. Dans le même temps, nous pratiquerons, toutes les fois où cela sera possible, et nous rechercherons l'unité d'action sur des bases justes avec eux, à la base

évidemment. Car la principale division qui affaiblit la classe ouvrière et sape son unité, c'est bien celle qu'a introduite dans ses rangs le révisionnisme.

Aussi, cet ensemble de luttres, comme l'aggravation des contradictions au sein du PCF que nous devons chercher à accentuer, appartient à la bataille essentielle qui nous occupera longtemps : la bataille pour renverser l'hégémonie révisionniste et pour la conquête d'une nouvelle hégémonie. Ce que nous entendons par hégémonie révisionniste, ce n'est pas seulement la force brute que représente le PCF et les organisations qui lui sont liées, ce n'est pas la seule dimension organisationnelle du rapport entre le révisionnisme et les forces révolutionnaires, c'est le système complexe de propositions, de pressions, de moyens d'encadrement qui pèse sur le mouvement des masses et qui déborde largement le cadre des organisations. C'est ce carcan qui enserme la plus grande partie des affrontements engagés contre la bourgeoisie et qui tente constamment de déporter dans sa sphère d'influence les forces qui les engagent.

Renverser cette hégémonie qui pèse sur le mouvement des masses est la condition d'une avancée effective de la croissance des forces révolutionnaires.

C'est pourquoi, alors même que l'essentiel de ses préoccupations visent à unifier la classe ouvrière, notre Parti ne peut négliger d'établir aussi souvent que possible la convergence des différentes forces qui au sein du peuple contestent l'hégémonie révisionniste, en prenant l'initiative de cette convergence, en s'attachant à résoudre au profit du prolétariat révolutionnaire les contradictions qui parcourent les différentes forces porteuses de cette contestation de l'hégémonie révisionniste et qui animent les mouvements nouveaux : mouvement des femmes, du cadre de vie, écologistes.

Ces mouvements se sont fait jour au moment où l'initiative des luttres n'appartenait pas pleinement à la classe ouvrière, dans la première phase de la crise, mais, bien qu'ils connaissent aujourd'hui quelques difficultés à se développer, difficultés liées aux choix non prononcés encore de leurs alliances, le fait qu'ils aient remis en question, dans l'affirmation de leur auto-

nomie, l'hégémonie révisionniste, n'est pas pour nous négligeable. Ils peuvent constituer des alliés dans la destruction de l'hégémonie révisionniste et contribuer à modifier le rapport de forces entre révisionnisme et révolution. C'est pourquoi, il semble conforme à la réalité, qu'au stade actuel de développement des forces marxistes-léninistes, bien que la tâche essentielle du Parti soit de développer ses forces dans la classe ouvrière, en luttant contre les divisions qui s'y font jour, soit poursuivie et étendue une politique d'alliance, basée sur la lutte, avec toutes les forces au sein du peuple qui peuvent contribuer à affaiblir l'hégémonie révisionniste. Cette politique que nous appelons politique de front, sans la confondre avec la construction du front uni des classes et couches engagées dans la réalisation du processus révolutionnaire parvenu à son terme, doit être poursuivie. Les formes qu'elle doit prendre devront être amplement discutées dans ce Congrès et ensuite dans le Parti. Devront-elles correspondre au maintien d'une

organisation spécifique, ou seulement constituer un axe permanent de l'intervention du Parti, donnant lieu à une grande souplesse de formes d'organisation, adaptées aux conditions concrètes ? Ce point devra être tranché, mais quoi qu'il en soit, tant pour progresser dans l'unification de la classe ouvrière que pour contrer l'hégémonie révisionniste, notre Parti devra rassembler autour de lui, toutes les forces qui d'une façon ou d'une autre participent de la même lutte fondamentale. (...)

Camarades,

Nous sommes encore une petite troupe, assaillie de tous côtés par les forces de la bourgeoisie et du révisionnisme, nous trébuchons parfois sur le chemin que nous nous sommes fixé, et de toutes parts on nous dit : *«Stop, arrêtez-vous là, venez avec nous dans le marais de la démobilisation et de la passivité»*. Mais sourds à ces appels, nous poursuivons notre chemin et rien ne nous arrêtera.